**CHAMBRE DISCIPLINAIRE
DE PREMIERE INSTANCE DE L'ORDRE
DES MASSEURS-KINESITHERAPEUTES DE
NOUVELLE-AQUITAINE**

**CD 2023-17 A
CD 2023-17 B
CD 2023-17 C
CD 2023-17 D**

Mme X
M. Y
M. Z
M. W
c/
Mme A

M. Normand
Président

M. Simon
Rapporteur

Audience du 23 juin 2025
Rendue publique par affichage le 1^{er} juillet 2025

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

La chambre disciplinaire de première instance
de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de
Nouvelle-Aquitaine

I/ Sous le n° CD 2023-17 A, une plainte a été enregistrée au greffe de la chambre disciplinaire de première instance du conseil régional de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de Nouvelle-Aquitaine, le 18 décembre 2023, présentée par Mme X, masseur-kinésithérapeute exerçant ... et transmise par le conseil départemental des Landes qui déclare s'y associer.

Mme X demande à la chambre disciplinaire d'infliger une sanction disciplinaire à Mme A, masseur-kinésithérapeute exerçant

Elle soutient que Mme A a méconnu, à la suite de la résiliation de son contrat d'assistante au sein du cabinet, la clause de non-concurrence définie par l'article 12 des contrats signés le 3 décembre 2018 ; elle a également méconnu la clause de non-détournement de clientèle et de concurrence déloyale directe et indirecte ; elle a ainsi méconnu les dispositions des articles R. 4321-54, R. 4321-100 et R. 4321-99 du code de la santé publique.

Par un mémoire en défense, enregistré le 11 mars 2024, Mme A représentée par Me Khaddam conclut au rejet de la plainte et à ce que la somme de 5 000 euros lui soit versée à titre de dommages et intérêts ainsi que la somme de 2 500 euros au titre des frais de justice.

Elle fait valoir que :

- la plainte transmise à la chambre disciplinaire est irrecevable du fait du délai de 5 mois de transmission de celle-ci par le CDO 40 ;
- la pièce numéro 5 doit être écartée des débats car elle a été obtenue par les plaignants en violation du secret médical.

Par un mémoire, enregistré le 12 avril 2024, le conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes des Landes représenté par Me Viandier-Lefèvre conclut au bien-fondé de plainte et à ce que Mme A lui verse la somme de 2 500 euros au titre des frais de justice.

Il fait valoir que :

- la plainte est recevable ;
- la clause de non-concurrence a été méconnue.

II/ Sous le n° CD 2023-17 B, une plainte a été enregistrée au greffe de la chambre disciplinaire de première instance du conseil régional de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de Nouvelle-Aquitaine, le 18 décembre 2023, présentée par M. Y, masseur-kinésithérapeute exerçant ... et transmise par le conseil départemental des Landes qui déclare s'y associer.

M. Y demande à la chambre disciplinaire d'infliger une sanction disciplinaire à Mme A, masseur-kinésithérapeute exerçant

Il soutient que Mme A a méconnu, à la suite de la résiliation de son contrat d'assistante au sein du cabinet, la clause de non-concurrence définie par l'article 12 des contrats signés le 3 décembre 2018 ; elle a également méconnu la clause de non-détournement de clientèle et de concurrence déloyale directe et indirecte ; elle a ainsi méconnu les dispositions des articles R. 4321-54, R. 4321-100 et R. 4321-99 du code de la santé publique.

Par un mémoire en défense, enregistré le 11 mars 2024, Mme A représentée par Me Khaddam conclut au rejet de la plainte et à ce que la somme de 5 000 euros lui soit versée à titre de dommages et intérêts ainsi que la somme de 2 500 euros au titre des frais de justice.

Elle fait valoir que :

- la plainte transmise à la chambre disciplinaire est irrecevable du fait du délai de 5 mois de transmission de celle-ci par le CDO 40 ;
- la pièce numéro 5 doit être écartée des débats car elle a été obtenue par les plaignants en violation du secret médical.

Par un mémoire, enregistré le 12 avril 2024, le conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes des Landes représenté par Me Viandier-Lefèvre conclut au bien-fondé de plainte et à ce que Mme A lui verse la somme de 2 500 euros au titre des frais de justice.

Il fait valoir que :

- la plainte est recevable ;
- la clause de non-concurrence a été méconnue.

III/ Sous le n° CD 2023-17 C, une plainte a été enregistrée au greffe de la chambre disciplinaire de première instance du conseil régional de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de Nouvelle-Aquitaine, le 18 décembre 2023, présentée par M. Z, masseur-kinésithérapeute exerçant ... et transmise par le conseil départemental des Landes qui déclare s'y associer.

M. Z demande à la chambre disciplinaire d'infliger une sanction disciplinaire à Mme A, masseur-kinésithérapeute exerçant

Il soutient que Mme A a méconnu, à la suite de la résiliation de son contrat d'assistante au sein du cabinet, la clause de non-concurrence définie par l'article 12 des contrats signés le 3 décembre 2018 ; elle a également méconnu la clause de non-détournement de clientèle et de concurrence déloyale directe et indirecte ; elle a ainsi méconnu les dispositions des articles R. 4321-54, R. 4321-100 et R. 4321-99 du code de la santé publique.

Par un mémoire en défense, enregistré le 11 mars 2024, Mme A représentée par Me Khaddam conclut au rejet de la plainte et à ce que la somme de 5 000 euros lui soit versée à titre de dommages et intérêts ainsi que la somme de 2 500 euros au titre des frais de justice.

Elle fait valoir que :

- la plainte transmise à la chambre disciplinaire est irrecevable du fait du délai de 5 mois de transmission de celle-ci par le CDO 40 ;
- la pièce numéro 5 doit être écartée des débats car elle a été obtenue par les plaignants en violation du secret médical ;

Par un mémoire, enregistré le 12 avril 2024, le conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes des Landes représenté par Me Viandier-Lefèvre conclut au bien-fondé de la plainte et à ce que Mme A lui verse la somme de 2 500 euros au titre des frais de justice.

Il fait valoir que :

- la plainte est recevable ;
- la clause de non-concurrence a été méconnue.

IV/ Sous le n° CD 2023-17 D, une plainte a été enregistrée au greffe de la chambre disciplinaire de première instance du conseil régional de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de Nouvelle-Aquitaine, le 18 décembre 2023, présentée par M. W, masseur-kinésithérapeute exerçant ... et transmise par le conseil départemental des Landes qui déclare s'y associer.

M. W demande à la chambre disciplinaire d'infliger une sanction disciplinaire à Mme A, masseur-kinésithérapeute exerçant

Il soutient que Mme A a méconnu, à la suite de la résiliation de son contrat d'assistante au sein du cabinet, la clause de non-concurrence définie par l'article 12 des contrats signés le 3 décembre 2018 ; elle a également méconnu la clause de non-détournement de clientèle et de concurrence déloyale directe et indirecte ; elle a ainsi méconnu les dispositions des articles R. 4321-54, R. 4321-100 et R. 4321-99 du code de la santé publique.

Par un mémoire en défense, enregistré le 11 mars 2024, Mme A représentée par Me Khaddam conclut au rejet de la plainte et à ce que la somme de 5 000 euros lui soit versée à titre de dommages et intérêts ainsi que la somme de 2 500 euros au titre des frais de justice.

Elle fait valoir que :

- la plainte transmise à la chambre disciplinaire est irrecevable du fait du délai de 5 mois de transmission de celle-ci par le CDO 40 ;
- la pièce numéro 5 doit être écartée des débats car elle a été obtenue par les plaignants en violation du secret médical ;

Par un mémoire, enregistré le 12 avril 2024, le conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes des Landes représenté par Me Viandier-Lefèvre conclut au bien-fondé de plainte et à ce que Mme A lui verse la somme de 2 500 euros au titre des frais de justice.

Il fait valoir que :

- la plainte est recevable ;
- la clause de non-concurrence a été méconnue.

Par ordonnance du 14 novembre 2024, la clôture d'instruction a été fixée au 06 décembre 2024 à minuit.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- Le code de la santé publique ;
- Le code de justice administrative.

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience.

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 23 juin 2025:

- Le rapport de M. Simon, rapporteur ;
- Les observations de Me Viandier-Lefèvre représentant le conseil départemental des masseurs-kinésithérapeutes des Landes.

Considérant ce qui suit :

Sur la jonction :

1. Les affaires enregistrées sous les n° CD 2023-17A, CD 2023-17B, CD 2023-17C, et CD 2023-17D, présentent à juger des questions semblables et ont fait l'objet d'une instruction commune ; il y a lieu de les joindre pour statuer par une seule décision.

Sur la recevabilité des plaintes :

2. Aux termes de l'article L. 4123-2 du code de la santé publique « *Il est constitué auprès de chaque conseil départemental une commission de conciliation composée d'au moins trois de ses membres. Lorsqu'une plainte est portée devant le conseil départemental, son président en accuse réception à l'auteur, en informe le médecin, le chirurgien-dentiste ou la sage-femme mis en cause et les convoque dans un délai d'un mois à compter de la date d'enregistrement de la plainte*

en vue d'une conciliation. En cas d'échec de celle-ci, il transmet la plainte à la chambre disciplinaire de première instance avec l'avis motivé du conseil dans un délai de trois mois à compter de la date d'enregistrement de la plainte, en s'y associant le cas échéant. Lorsque le litige met en cause un de ses membres, le conseil départemental peut demander à un autre conseil de procéder à la conciliation. En cas de carence du conseil départemental, l'auteur de la plainte peut demander au président du conseil national de saisir la chambre disciplinaire de première instance compétente. Le président du conseil national transmet la plainte dans le délai d'un mois. ».

3. Il résulte des termes mêmes des dispositions précitées qu'en cas de carence du conseil départemental à transmettre la plainte à la chambre disciplinaire de première instance avec l'avis motivé du conseil dans un délai de trois mois à compter de la date d'enregistrement de la plainte, l'auteur de la plainte peut demander au président du conseil national de saisir la chambre disciplinaire de première instance compétente auquel cas le président du conseil national transmet la plainte dans le délai d'un mois. Il ne résulte ni de ces dispositions ni d'aucune autre disposition légale ou réglementaire qu'une plainte serait irrecevable en ce que le conseil départemental l'aurait transmise à la chambre disciplinaire au-delà du délai de trois mois qui lui est assigné. Il suit que la fin de non-recevoir soulevée par Mme A doit être écartée.

Sur les conclusions du défendeur tendant au rejet de la pièce n° 5 :

4. La circonstance qu'une partie ait produit devant un tribunal des pièces de sa propre initiative, en méconnaissance du secret médical qui s'impose à lui, n'est pas par elle-même de nature à faire obstacle à la prise en compte de cette pièce dès lors que celle-ci a été soumise, comme en l'espèce, au débat contradictoire.

Sur les prétentions indemnitaires de Mme A :

5. La juridiction disciplinaire n'est pas compétente pour se prononcer sur des conclusions tendant au versement de dommages et intérêts.

Sur le bien-fondé des poursuites disciplinaires :

6. Aux termes de l'article 4321-54 du code de la santé publique : « *Le masseur-kinésithérapeute respecte, en toutes circonstances, les principes de moralité, de probité et de responsabilité indispensables à l'exercice de la masso-kinésithérapie.* », de l'article R. 4321-99 du même code : « *Les masseurs-kinésithérapeutes entretiennent entre eux des rapports de bonne confraternité. [...]* » et de l'article R. 4321-100 du même code « *Le détournement ou la tentative de détournement de clientèle sont interdits.* ».

7. Il ressort des pièces du dossier que Mme A a résilié les contrats d'assistantats qu'elle avait signé le 3 décembre 2018 avec chacun des plaignants, le 28 février 2023 par lettre recommandée avec accusé de réception avec prise d'effet au 2 mai 2023. Les requérants reprochent à celle-ci d'avoir, consécutivement à son départ, violé une clause de non-concurrence et détourné une partie de leur clientèle à son profit.

8. Aux termes de l'article 12 de chacun des contrats d'assistantat du 3 décembre 2018: « *Madame A, étant appelée à soigner les patients ayant habituellement recours à ses confrères, il est convenu qu'au moment où la résiliation devient effective, Mademoiselle A s'interdira d'exercer la profession de Masseur Kinésithérapeute à titre libéral ou salariée d'un confrère pendant un an sur le secteur de ... à compter de la fin de son contrat* ». Aux termes de l'article 9 de ce même

contrat « *Mlle A s'interdit toute pratique de concurrence déloyale directe ou indirecte ou de détournement de clientèle* ».

9. Il ressort des pièces du dossier qu'à la suite de son départ du cabinet dans lequel elle exerçait ses fonctions d'assistante, celle-ci s'est installée dans un cabinet de masso-kinésithérapie situé à ..., commune faisant partie de la zone de non-concurrence définie par les contrats susvisés, méconnaissant ainsi tant l'article 9 de ces contrats que son article 12 qui interdit la pratique de concurrence déloyale directe ou indirecte. Il ressort également d'un soit transmis émanant d'une infirmière de l'EHPAD ..., dans la zone couverte par la clause de non-concurrence et dans lequel Mme A exerçait pour partie, jusqu'à la rupture de son contrat, une partie de son activité de masso-kinésithérapeute en qualité d'assistante auprès de Mme X, M. Y, M. Z et M. W, que Mme A a poursuivi son activité auprès d'un patient de cet EPHAD et a même déposé sa carte de visite mentionnant le lieu de son nouveau cabinet dans la salle infirmière. Il suit de là que Mme A a méconnu l'article 9 des contrats qui prohibe tout détournement de clientèle.

10. Il résulte de ce qui précède qu'au regard de l'ensemble des griefs précités, Mme A a méconnu les principes responsabilité indispensables à l'exercice de la masso-kinésithérapie, a manqué à ses rapports de bonne confraternité avec ses confrères et a détourné la patientèle de Mme X, M. Y, M. Z et M. W méconnaissant ainsi respectivement les dispositions de l'article 4321-54 du code de la santé publique, de l'article R. 4321-99 du même code et de l'article R. 4321-100 du même code.

Sur la peine :

11. En vertu de l'article L. 4321-19 du code de la santé publique, les dispositions des articles L. 4124-5 à L. 4124-8 sont applicables aux masseurs-kinésithérapeutes. Aux termes de l'article L. 4124-6 du même code : « *Les peines disciplinaires que la chambre disciplinaire de première instance peut appliquer sont les suivantes : 1° L'avertissement ; 2° Le blâme ; 4° L'interdiction temporaire d'exercer avec ou sans sursis ; cette interdiction ne pouvant excéder trois années ; 5° La radiation du tableau de l'ordre. / Les deux premières de ces peines comportent, en outre, la privation du droit de faire partie du conseil départemental, du conseil régional ou du conseil interrégional et du conseil national, de la chambre disciplinaire de première instance ou de la chambre disciplinaire nationale de l'ordre pendant une durée de trois ans ; les suivantes, la privation de ce droit à titre définitif ...* ».

12. Il résulte de ce qui précède qu'eu égard aux faits reprochés à Mme A et aux manquements déontologiques qui lui sont imputables, il y a lieu d'infliger à celle-ci la sanction d'interdiction d'exercer la profession de masseur-kinésithérapeute pendant une durée de trois mois dont 2 mois avec sursis.

Sur les frais de justice :

13. Aux termes de l'article 75-1 de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991, applicable en l'espèce faute, pour les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative d'avoir été étendues aux masseurs-kinésithérapeutes : « *Dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation (...)* ».

14. Ces dispositions font obstacle à ce que soit mise à la charge des plaignants qui ne sont pas les parties perdantes, la somme demandée par Mme A au titre des frais exposés par elle et non compris dans les dépens. Il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de Mme A le versement d'une somme de 1 500 euros au conseil départemental des masseurs-kinésithérapeutes des Landes au titre des frais qu'il a exposés.

DECIDE :

Article 1^{er} : La sanction d'interdiction d'exercer la profession de masseur-kinésithérapeute pendant une durée de trois mois dont deux mois avec sursis est prononcée à l'encontre de Mme A.

Article 2 : La sanction d'interdiction ferme d'exercice mentionnée à l'article 1^{er} prendra effet à compter du lundi 1^{er} septembre 2025 jusqu'au mardi 30 septembre 2025 inclus.

Article 3 : Mme A versera une somme de 1 500 euros au conseil départemental des masseurs-kinésithérapeutes des Landes au titre des frais de justice qu'il a exposés.

Article 4 : Les conclusions de Mme A sont rejetées.

Article 5 : La présente décision sera notifiée à Mme A, Mme X, M. Y, M. Z, M. W, au conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes des Landes, au Procureur de la République près le tribunal judiciaire de Dax, au Directeur général de l'Agence régionale de Santé de Nouvelle-Aquitaine, au Conseil national de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes et au Ministre de la Santé et de la Prévention.

Délibéré après l'audience du 23 juin 2025, où siégeaient :

- M. Normand, Président ;
- M. Simon, rapporteur ;
- M. Chaubet, M. Pedeboscq et M Patrier.

Rendue publique par affichage le 1^{er} juillet 2025.

Le Président

La Greffière

Nicolas NORMAND

Louise THIRION

La République mande et ordonne au ministre chargé de la santé en ce qui le concerne, ou à tous commissaires de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.